ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2010

DECEMBRE 2011

Directeur Général, Directeur de publication	Babakar FALL
Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines	Dame DIA
Agent Comptable Particulier (ACP)	El Hadji Amadou DIOP YAGUE
Coordonnateur de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Bineta Mbow GUISSE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Abdoulaye TALL, Mamadou BAH, Baba NDIAYE, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Madon AWISSI & Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Samba NDIAYE
4. EMPLOI	Macoumba DIOUF & Marième FALL
5. SANTE	Nalar K. Serge MANEL & Abdou GUEYE
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOUM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Samba NDIAYE
9. AGRICULTURE	Moussa THIAM & Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Madiaw DIBO
12. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
13. TRANSPORT	Ousmane DIOP
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Maxime NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Mody DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE
20. PRIX	Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Abou AW

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Chapitre IX : AGRICULTURE

Introduction

L'agriculture demeure en 2010 une composante majeure de l'économie sénégalaise. Après les bonnes performances du secteur en 2008[33] et 2009, les résultats restent satisfaisants en 2010, particulièrement pour l'arachide et le riz, dont les récoltes ont enregistré des hausses respectives de 24,6% et de 54,4%. Cette situation résulte de la conjugaison, d'une part, des actions entreprises par l'Etat dans le cadre des programmes spéciaux et l'initiative de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) et, d'autre part d'une bonne pluviométrie, qui ont favorisé la réalisation de productions satisfaisantes.

Ce chapitre rappelle les orientations stratégiques adoptées par l'Etat pour le développement du secteur agricole. Aussi décline-t-il les actions entreprises par le Gouvernement pour soutenir les agriculteurs et dresse-t-il le bilan de la pluviométrie de la Campagne agricole 2010/2011. Il récapitule également les résultats de ladite campagne agricole et se termine par une analyse des performances macroéconomiques de l'agriculture en 2010 et de la sécurité alimentaire.

[33] L'année 2008 a aussi été affectée par des changements méthodologiques apportés dans la collecte des données de l'Enquête Annuelle Agricole (EAA). Voir l'encadré 1 (page 6) pour plus de détails.

IX.1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU SECTEUR AGRICOLE

Au cours de la campagne agricole 2010/2011, le Gouvernement du Sénégal est resté dans la logique des orientations définies par la Loi d'Orientation Agro sylvo-pastorale (LOASP). Ce texte, fruit d'un long travail de concertation avec les organisations paysannes, traduit son choix de faire de l'agriculture le moteur de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté. Aussi, la LOASP, à travers le Programme National de Développement Agricole (PNDA), a-t-elle proposé une vision à long terme qui s'appuie sur des principes comme l'efficacité économique, l'équité sociale, la gestion durable de l'environnement et la compétitivité.

Dans cette perspective, l'Etat a entrepris en 2010 des actions importantes allant dans le sens d'une :

- réduction de l'impact des risques climatiques, environnementaux et sanitaires, économiques, par la maîtrise de l'eau, la diversification des productions, la formation des ruraux, afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population, et de réaliser à terme la souveraineté alimentaire du Sénégal ;
- amélioration des revenus et du niveau de vie des populations rurales ;
- protection de l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles notamment par la connaissance et l'amélioration de la fertilité des sols ;
- mise en place d'un système d'incitations à l'investissement privé dans l'agriculture et en milieu rural ;
- amélioration de l'environnement et de la qualité de la production afin que l'agriculture soit un moteur du développement industriel et artisanal, et pour mieux satisfaire aux besoins des marchés intérieur et extérieur.

A cet égard, le Gouvernement a continué de subventionner les intrants et les efforts en matière de promotion de l'agriculture irriguée ont été maintenus. La restauration des sols et la reconstitution du capital semencier ont été également poursuivies.

IX.2. LES ACTIONS ENTREPRISES PAR LE GOUVERNEMENT EN 2010

Le Gouvernement du Sénégal continue de consentir des efforts pour appuyer les producteurs en subventionnant les intrants[34] (semences et engrais). Toutefois, compte tenu des difficultés budgétaires rencontrées, les subventions ont connu une réduction. Ainsi, les quantités de semences subventionnées distribuées sont passées de 77 806 tonnes pour la campagne 2009/2010 à 27 323 tonnes pour la campagne

[34] Les données sur les subventions sont fournies par la Direction de l'Agriculture

2010/2011, soit une diminution de 64,9%. Les quantités d'engrais distribuées subventionnées se sont repliées de 52,6%, passant de 55 309 tonnes à 26 213 tonnes pour la même période.

Ces semences distribuées concernent principalement le maïs (6 082 tonnes), l'arachide (5 000 tonnes), le riz pluvial (1 728 tonnes). Les taux de subvention sont de 50,0% pour l'engrais et varient de 66,6% à 87,5% pour les semences.

Dans le domaine de l'irrigation, les investissements réalisés en 2010 (6 643 millions FCFA) ont permis d'accroître la base productive de 2 588 hectares et de faire des études en vue de la viabilisation de 2 500 autres hectares. Les superficies aménagées au niveau de la Vallée sont évaluées à 102 525 hectares dont 98 000 hectares exploitables. En 2010, la mise en valeur a porté sur 69 321 hectares répartis comme indiqué dans le tableau 6.1 ci-après.

Des progrès ont également été réalisés dans la culture du coton. Les superficies emblavées ont atteint 27 582 ha, soit une hausse de 21,3% par rapport à la campagne 2009/2010.

Au titre de la reconstitution du capital semencier, de nouvelles variétés pour le mil « souna » ont été proposées à la vulgarisation. Il s'agit de la ICMV IS 89305 et la ICMV-IS 92326. Ces dernières ont permis de produire, en station, trois tonnes à l'hectare. En outre, deux variétés pour le sorgho ont été proposées à la vulgarisation.

Tableau 9.1 : Répartition des superficies mises en valeur en 2010

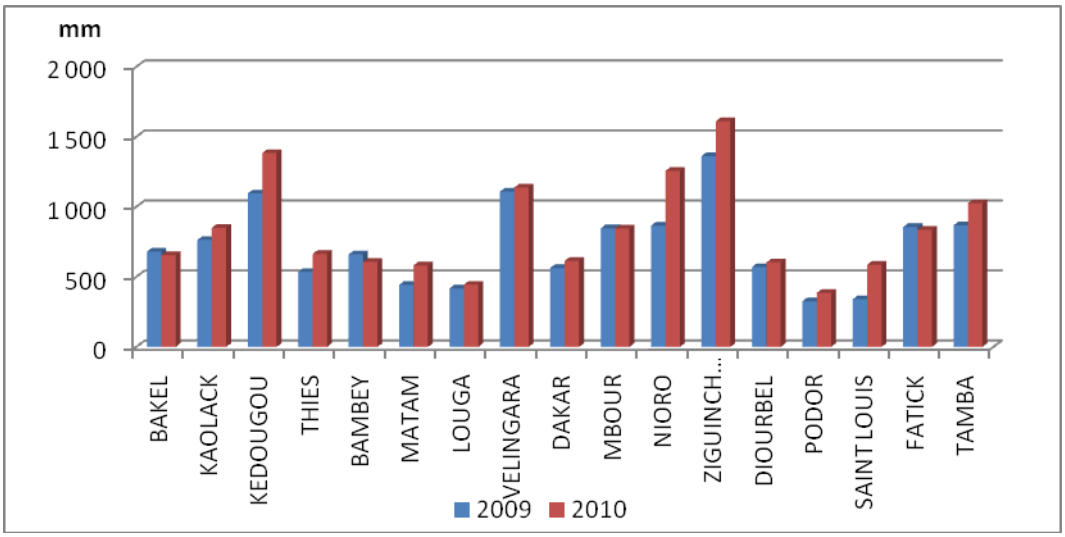
CEREALES		CULTURE DE DIVERSIFICATION	
Spéculation	**Superficie (ha)**	**Spéculation**	**Superficie (ha)**
Riz hivernal	35435	Tomate	3232
Riz contre saison	17939	Oignon	3485
Total riz	**53374**	Arachide	771
Maïs	1588	Patate	1535
Sorgho	430	Gombo	1174
Total maïs et sorgho	**2018**	Pastèques	556
TOTAL CEREALES	**55392**	Aubergine	112
		Autres	3064
		TOTAL DIVERSIFICATION	**13929**

Source : Ministère de l'Agriculture

IX.3. PLUVIOMETRIE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2010/2011

En niveau, la pluviométrie a été globalement satisfaisante. En moyenne, l'hivernage 2010, avec un cumul moyen par station de 829 millimètres, a été plus pluvieux que celui de 2009 qui en a enregistré 735 millimètres.

Graphique 9.1 : Cumul de pluies par stations (en mm)



Source : Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal (ANMS)

Toutefois, les stations de Fatick, Bambey et de Bakel ont été déficitaires par rapport à 2009. Les autres stations ont enregistré des excédents, en particulier, les stations de Matam, Nioro et Saint Louis ont été fortement excédentaires avec respectivement des cumuls en hausse de 31,4%, 45,1% et 72,1%.

IX.4. PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE EN 2010

Les effets conjugués de l'action de l'Etat (distribution d'intrants) et de la bonne pluviométrie ont permis d'enregistrer des résultats satisfaisants lors de la campagne agricole 2010/2011. Ceux-ci ont nettement contribué aux performances macroéconomiques du secteur et à la sécurité alimentaire.

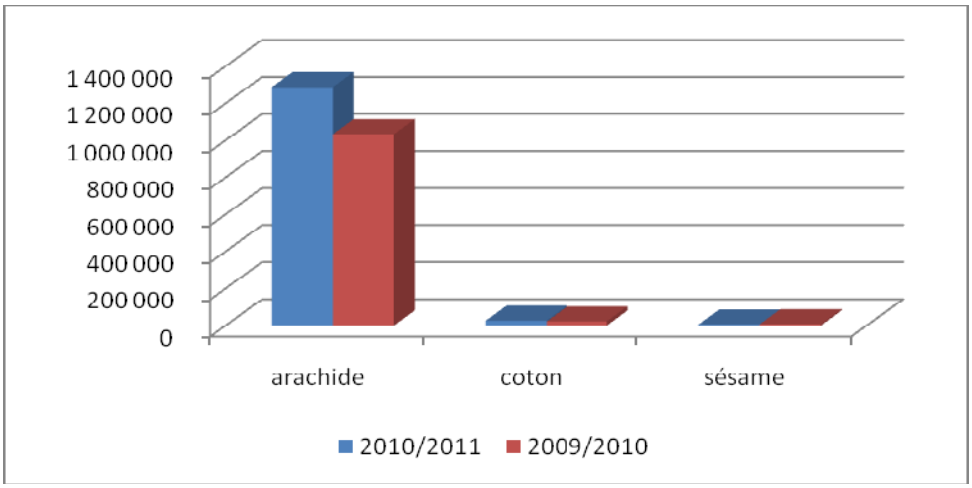
IX.4.1. RESULTATS DE LA CAMPAGNE 2010/2011

La production agricole s'est maintenue globalement à un bon niveau. Celle de l'arachide a atteint un niveau record de plus d'un million deux cent mille tonnes, durant la campagne 2010/2011, dépassant largement les capacités de trituration des huiliers.

IX.4.1.1. Agriculture industrielle et d'exportation (cf. annexe)

La production d'arachide s'est accrue en 2010 de 24,6% par rapport à la campagne précédente, pour atteindre plus de 1,286 millions de tonnes. Cette évolution résulte d'un accroissement des superficies (12,9%) et des rendements (10,4%). La production de coton s'est également accrue de 17,9% pour s'établir à 26 045 tonnes, sous l'effet d'une hausse des superficies de 21,3%, atténuée par un recul des rendements de -2,7%.

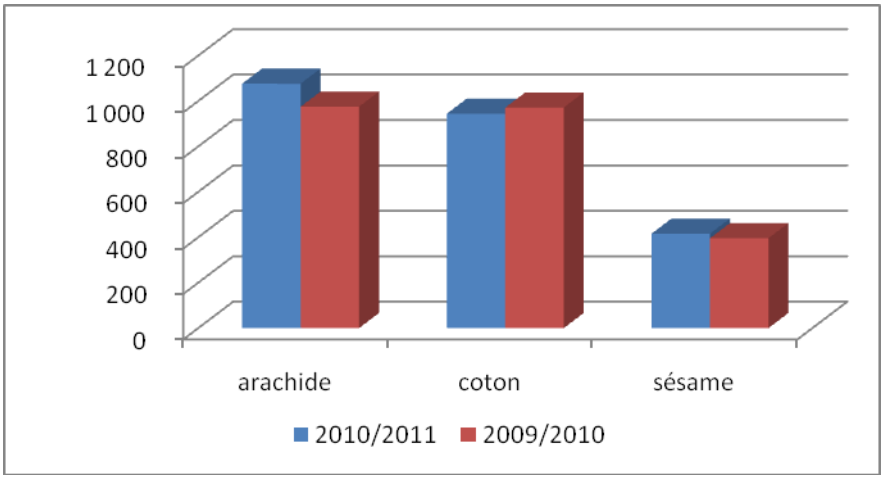
Graphique 9.2 : Productions de l'agriculture industrielle et d'exportation (en tonnes)



Source : DAPS/EAA 2010

Les autres spéculations de l'agriculture industrielle et d'exportation ont connu des contreperformances. En particulier, les récoltes de sésame se sont repliées de 22,8%, en liaison avec la diminution des superficies (26,6%) malgré l'amélioration des rendements (5,0%).

Graphique 9. 3 : Evolutions des rendements de l'agriculture industrielle et d'exportation (en kg/ha)

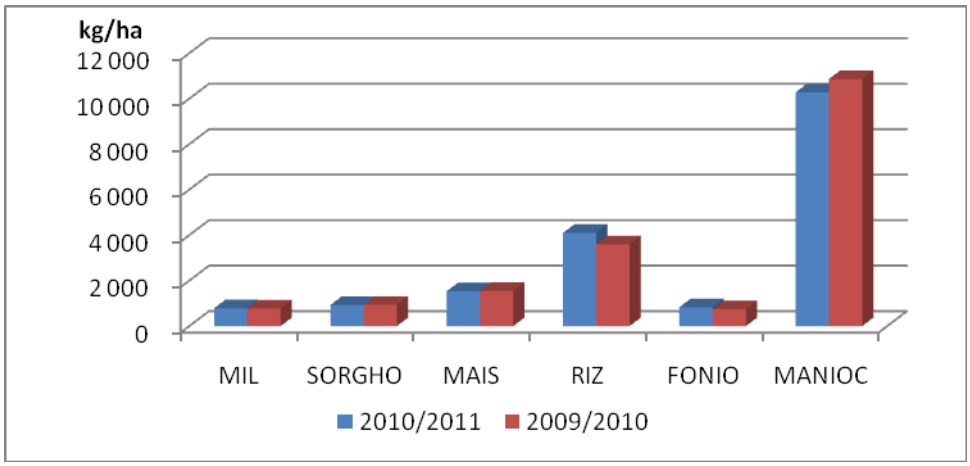


Source : DAPS/EAA 2010

IX.4.1.2. Agriculture vivrière (cf. annexe)

Après les bonnes performances de l'agriculture vivrière en 2008 et 2009 (des innovations ont été apportées à l'EAA, voir encadré 1 ci-après), les résultats restent moins satisfaisants en 2010. Pour la campagne agricole 2010/2011, la production de céréales a décru de 3,3%. En effet, en dehors du riz qui a enregistré une amélioration de la production de 20,3%, due à un accroissement des rendements de 13,9%, les autres spéculations céréalières s'inscrivent en baisse. C'est le cas notamment du fonio (-55,5%), du maïs (-43,2%) et du sorgho (-27,7%). La production de mil, principale spéculation céréalière, reste stable avec une légère hausse de 0,4%.

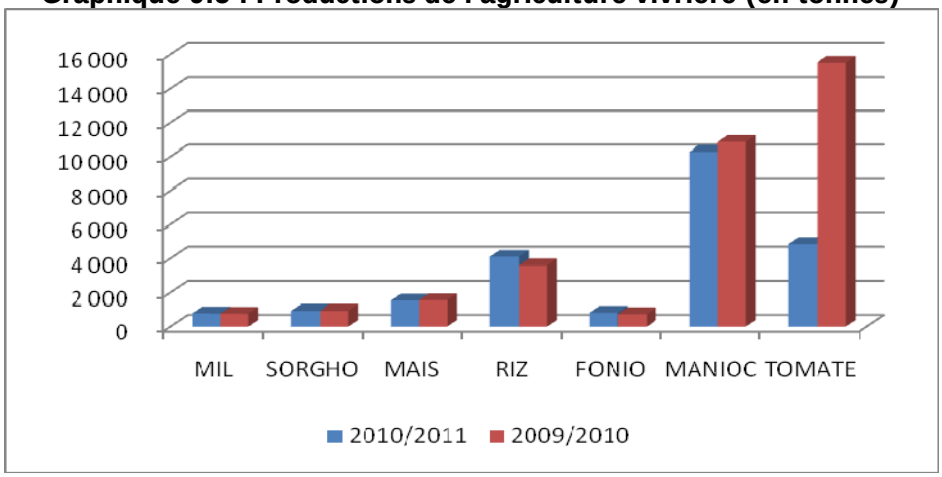
Graphique 9.4 : Evolution des rendements de l'agriculture vivrière (en kg/ha)



Source : DAPS/EAA 2010

Les autres spéculations vivrières ont régressé également. La production de manioc, après une chute de plus de 71,0% en 2009/2010, décroît de 31,7% du fait d'une baisse des superficies de 22,2% et des rendements de 12,2%. En outre, la production de niébé s'est repliée de 43,6%, en liaison avec la réduction de 40,6% des superficies et de 5,1% des rendements. Quant à la production de tomate, elle a reculé de 68,6% par rapport à la campagne précédente, sous l'effet principalement d'une réduction des superficies de 65,9%.

Graphique 9.5 : Productions de l'agriculture vivrière (en tonnes)



Source : DAPS/EAA 2010

Encadré1 : Les principaux changements sur l'Enquête Agricole Annuelle (EAA) de 2008

Le traitement des données de l'agriculture a été amélioré à partir de l'année 2008. Les échanges tenus avec les services techniques du Ministère de l'agriculture ont montré qu'un changement avait été apporté à la méthodologie de calcul des productions agricoles des principales cultures suivies par l'enquête agricole hivernale. Pour rappel, cette enquête s'appuyait sur un échantillon d'exploitations agricoles tirées à partir d'une base de sondage établie à partir du Recensement National de l'Agriculture (RNA 97/98). Cette base n'intègre que les exploitations agricoles de type familial. Les innovations apportées par les services du Ministère de l'agriculture ont notamment porté sur la mise à jour des bases d'extrapolation de l'enquête agricole, en tenant compte de l'évolution du nombre de ménages agricoles et en intégrant les gros producteurs (notables, marabouts, etc.), les fermes agricoles modernes ainsi que les nouveaux producteurs établis dans le cadre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Ces innovations ont apporté une amélioration notable aux résultats de l'enquête agricole, notamment en termes de couverture. Toutefois, elles introduisent des ruptures par rapport à la série de données antérieures à l'année 2008. Ainsi, l'évolution des données brutes entre les campagnes agricoles 2007/2008 et la suivante est non seulement imputable aux performances du sous-secteur mais également aux changements d'approches décrits ci-avant. Les données des comptes nationaux, portant sur la période antérieure à 2008 étant définitives, leur modification ne peut être réalisée qu'à l'occasion d'une rénovation. Pour ce faire, une rétropolation sera effectuée sur les données antérieures à 2008.

IX.4.1.3. Commercialisation

La production de plus d'un million deux cent mille tonnes d'**arachide**, durant la campagne 2010-2011, a dépassé largement les capacités de trituration des industries locales de transformation estimées à trois cent mille (300 000) tonnes. Pour la campagne de commercialisation, des quantités d'arachide d'une valeur d'environ 50 milliards de FCFA ont été collectés. Le prix officiel de l'arachide a été fixé à 165 FCFA et l'Etat a accordé aux huiliers une subvention unitaire de 45 FCFA sur le prix au producteur et 13,5 milliards de FCFA au total.

Les prix au producteur ont été fixés à 120 FCFA le kilogramme pour le **riz paddy**, 52 FCFA pour la **tomate industrielle** et 205 FCFA pour le **coton**.

IX.4.2. PERFORMANCES MACROECONOMIQUES

En 2010, le taux de croissance reste soutenu dans le secteur agricole, en dépit d'une décélération par rapport à 2009. La valeur ajoutée à prix constants de la branche « agriculture vivrière » a enregistré un repli de 2,5% par rapport à 2009. En revanche, celle de l'« agriculture industrielle et d'exportation » s'est accrue de 21,6% en 2010 par rapport à l'année précédente. Le poids de l' « agriculture vivrière » dans le PIB nominal s'élève à 5,8% contre 6,2% en 2009 et celui de l' « agriculture industrielle et d'exportation » à 2,6% contre 2,2% en 2009.

Toutefois, la contribution de l'agriculture (agriculture vivrière et agriculture industrielle et d'exportation) à la croissance du PIB décline de 0,8 point, passant de 1,3% en 2009 à 0,5% en 2010.

Le ralentissement du secteur agricole s'explique par la baisse de la production céréalière. En 2010, l'agriculture reste, malgré tout, comme les deux années précédentes, un des moteurs de la croissance économique. En effet, elle a contribué à hauteur de 0,5 point pour un taux de croissance du PIB évalué à 4,1%.

Tableau 9.2 : Situation macro sectorielle de l'Agriculture

	2006	2007	2008	2009 Semi-def.	2010 prov.
PRODUIT INTERIEUR BRUT (en valeur)	4 894	5 408	5 994	6 029	6 369
dont : secteur primaire	14,0%	12,8%	14,8%	16,8%	17,2%
agriculture vivrière	4,8%	3,9%	6,0%	6,2%	5,8%
agriculture industrielle ou d'exportation	1,8%	1,3%	1,7%	2,2%	2,6%
TAUX DE CROISSANCE DU PIB	2,5%	4,9%	3,7%	2,1%	4,1%
secteur primaire	-8,9%	-5,8%	18,5%	14,0%	5,0%
agriculture vivrière	-12,2%	-15,6%	46,5%	12,9%	-2,5%
agriculture industrielle ou d'exportation	-23,0%	-17,8%	26,1%	31,1%	21,6%
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE					
secteur primaire	-1,3%	-0,8%	2,2%	1,9%	0,8%
agriculture vivrière	-0,6%	-0,7%	1,7%	0,7%	-0,1%
agriculture industrielle ou d'exportation	-0,6%	-0,4%	0,4%	0,6%	0,6%

Source : ANSD/juillet 2011

IX.4.3. SECURITE ALIMENTAIRE

Malgré le léger recul de la production céréalière, le bilan céréalier enregistre un excédent net de 143 986 tonnes du fait de la hausse des importations. En effet, ces dernières ont atteint 1 158 500 tonnes et la production brute est évaluée à 1767822 tonnes, soit 70,4% des besoins évalués à 2 333,8 milles tonnes. Cette production est composée de 34,1% de riz et 65,9% d'autres céréales (mil, sorgho, fonio, etc.). La disponibilité céréalière est évaluée à 196 kilogrammes par habitant, nettement au dessus de la norme fixée à 185 kilogrammes par habitant.

Avec plus d'un million de tonnes d'importations de céréales, le Sénégal reste encore dépendant sur ses fournitures en céréales.

CONCLUSION

Comme en 2008 et en 2009, la campagne agricole de 2010 est caractérisée par une bonne pluviosité. En plus, le Gouvernement a poursuivi sa politique volontariste dans le secteur à travers la GOANA III. Aussi, des efforts ont-ils été consentis, dans une moindre mesure, dans la mise en place d'intrants. Des investissements ont également été réalisés pour la promotion de l'irrigation. Cette situation s'est traduite par une campagne agricole 2010/2011 satisfaisante. La production d'arachide a encore atteint un niveau record de plus d'un million deux cent mille tonnes.

Malgré des résultats satisfaisants, les marges de progression demeurent importantes en ce qui concerne la réduction de la vulnérabilité à la pluviométrie, à travers la promotion de l'agriculture irriguée. L'amélioration de la productivité, le renouvellement du parc de matériel agricole, la reconstitution du capital semencier, la souveraineté alimentaire et la promotion de l'agro-industrie sont également des domaines dans lesquels le Sénégal doit progresser pour atteindre la souveraineté alimentaire.